

Note d'actualité de l'AITEC – 4 octobre 2024

Accord UE Mercosur – Vers une conclusion des négociations ?

1. Nouveau round de négociations du 7 au 9 octobre au Brésil

Les négociations s'intensifient : c'est le deuxième round de négociations depuis début septembre. Dans la plus grande opacité : aucun document n'est public. Les négociateurs affirment que les négociations progressent. Pour ce nouveau round, sont sur la table :

- **une demande de protection** que le Brésil pourrait activer contre l'importation massive de véhicules électriques, compte-tenu des nouvelles protections tarifaires activées par l'UE, les Etats-Unis et le Canada contre les exportations chinoises ;
- **la réglementation anti-déforestation européenne** perçue comme une restriction aux exportations du Mercosur vers l'UE (cf. ci-dessous)
- **la structure légale de l'accord**, c'est-à-dire la proposition de la Commission européenne de le couper en deux, pour séparer la partie commerciale du reste, ce qui pourrait faciliter sa ratification en Europe, en contournant l'éventuel NON de la France et d'autres pays européens (cf. ci-dessous)

2. Report de la mise en œuvre de la législation anti-déforestation de l'UE

Mesure phare du Green Deal, cette réglementation visait à interdire, dès la fin 2024, la commercialisation d'un ensemble de produits (viande bovine, café, soja, huile de palme, etc.) issus de terres déboisées. Vivement critiquée par les pays du Mercosur qui la présentent comme une restriction au commerce international, ainsi que par les industriels européens qui la voient comme une difficulté d'approvisionnement et une contrainte administrative, la Commission a [proposé](#) de retarder de 12 mois sa mise en œuvre. Ce report lève une des plus vives critiques des pays du Mercosur envers l'UE. La France en faisait un outil pour protéger ses agriculteurs de l'afflux de produits agricoles bon marché venant du sous-continent américain.

3. L'Allemagne mise en minorité sur les droits de douane envers la Chine, la France demain sur le Mercosur ?

Les Etats-membres de l'UE viennent de se diviser profondément sur l'augmentation des droits de douane portant sur les véhicules électriques importés de Chine. La France a voté pour, l'Allemagne a voté contre. Cette mesure unilatérale, qui divise profondément les pays de l'UE, illustre son incapacité à présenter un projet d'avenir commun : les économies nationales se concurrencent les unes les autres et n'ont pas les mêmes intérêts, tandis que la Chine va user de ces divisions pour affaiblir les politiques européennes.

Ce vote pourrait être lourd de conséquences : **puisque la France vient de mettre en minorité l'Allemagne sur ce sujet, pourquoi celle-ci se priverait d'en faire autant sur l'accord UE-Mercosur ? En soutenant son industrie automobile, Paris vient-il de sacrifier le monde agricole ?** Contourner le NON français est ce que réclame les lobbys industriels allemands ainsi que le FDP, le parti libéral allemand membre de la coalition d'Olaf Scholz, dont le porte-parole a affirmé que « l'accord de libre-échange avec le Mercosur devait être adopté en guise de compensation » des droits de douane sur les véhicules chinois.

La Commission européenne propose justement une division (splitting) du texte de l'accord final en deux, avec d'un côté la partie commerciale de l'accord, de compétence exclusive de l'UE et qui peut être ratifié suite à un vote à la majorité qualifiée au Conseil – supprimant le droit de Veto de chaque Etat-membre – et au seul vote du Parlement européen. Et de l'autre côté, la partie de compétence mixte, nécessitant une ratification au niveau national et/ou infra-national. Ainsi, si la France n'arrive pas à constituer de minorité de blocage, le veto français, pourrait être contourné.

4. L'Allemagne vise le G20 (18-19 nov.) pour finaliser l'accord UE-Mercosur

Après avoir rencontré Emmanuel Macron à Berlin début octobre, le chancelier allemand Olaf Scholz s'est engagé à faire en sorte que l'accord UE-Mercosur connaisse une « fin heureuse » : « nous attendons de la Commission et des autres États membres qu'ils se ressaisissent et qu'ils aillent enfin de l'avant ». Son conseiller économique, Jörg Kukies, a déclaré être optimiste quant à la possibilité d'annoncer la finalisation de l'accord lors du G20 (18 & 19 nov. à Rio de Janeiro). L'Allemagne et la présidente de la Commission européenne pensent pouvoir contourner le NON français en raison de la faiblesse d'E. Macron.

5. Exigences de la société civile envers la France :

- clarifier publiquement et solennellement à nouveau la position française au niveau européen ;
- construire une minorité de blocage avec d'autres pays de l'UE critiques (Autriche, Irlande, Pays-Bas etc)
- exiger et obtenir un réexamen du mandat commercial dont la Commission européenne dispose.